

# La véritable histoire derrière la grâce accordée par Trump à Juan Orlando Hernández -

par José Alberto Niño

**L'histoire d'un homme qui a transformé une vie au service d'Israël en la forme ultime de protection politique.**

La nouvelle est parvenue discrètement d'une prison fédérale de Virginie-Occidentale. Juan Orlando Hernández, l'ancien président du Honduras, condamné à passer la majeure partie du reste de sa vie derrière les barreaux, a quitté la prison de Hazelton en homme libre.

Selon un [article de l'AP](#), Hernández avait bénéficié d'une grâce présidentielle accordée par Donald Trump après une condamnation l'impliquant dans le transfert de 400 tonnes de cocaïne vers les États-Unis<sup>1</sup>. Sur le papier, il s'agissait d'un retournement de situation spectaculaire pour un homme que les procureurs fédéraux avaient qualifié de chef d'un narco-État d'Amérique centrale. En réalité, la situation semblait tout autre. Elle ressemblait davantage à une récompense pour sa loyauté envers la cause qui prime sur toutes les autres à Washington chez Trump : «Israël Über Alles».

Hernández n'a pas gravi les échelons du jour au lendemain. Entré au Congrès à la fin des années 1990, représentant le département rural de Lempira, il a passé plus d'une décennie à gravir les échelons du Parti national. Il est ensuite [devenu](#) président du Congrès national, puis président du Honduras de 2014 à 2022. Tandis qu'il se présentait comme un modernisateur conservateur intransigeant dans son pays, une autre histoire se déroulait devant les tribunaux américains.

Les procureurs fédéraux l'ont inculpé d'un vaste trafic de cocaïne impliquant l'acheminement de plusieurs tonnes de drogue vers les États-Unis, ainsi que de possession de mitrailleuses et d'autres armes destinées à soutenir ce réseau. Le ministère de la Justice a par la suite qualifié son administration d'État narcotraquant [alimenté](#) par des millions de dollars de pots-de-vin versés par les cartels. Les témoignages et les enquêtes médiatiques ont dressé un tableau encore plus sombre. Selon [Democracy Now](#), Hernández aurait utilisé les forces de sécurité honduriennes pour protéger les cargaisons de drogue, se serait associé à d'importants trafiquants, dont le cartel de Sinaloa, et aurait utilisé l'argent de la drogue pour asseoir son pouvoir politique. Son frère, Tony Hernández, a été condamné à la prison à vie aux États-Unis pour des faits similaires.

Des documents judiciaires et des enquêtes publiées par des médias comme [CNN](#) ont établi à plusieurs reprises un lien entre le président hondurien en exercice et des trafiquants de drogue. Selon les procureurs américains, il aurait perçu des pots-de-vin de réseaux de narcotraquants dès 2004. L'histoire d'Hernández est également liée à l'une des familles juives les plus influentes du Honduras. Les procureurs ont allégué qu'il avait reçu des pots-de-vin et d'autres faveurs de la famille Rosenthal, un puissant clan

d'origine juive roumaine [dirigé](#) par Jaime Rosenthal, dont le Grupo Continental contrôlait la Banco Continental, un club de football, et des entreprises d'importation automobile, comme l'a rapporté [Reuters](#).

Le patriarche Rosenthal, candidat régulier du Parti libéral à la présidence et d'origine juive roumaine, a occupé pendant des décennies une place prépondérante au sommet de la pyramide économique et politique hondurienne. De son côté, Hernández considérait ce réseau comme une source supplémentaire de revenus et d'influence. Une [enquête d'Univision](#) a révélé des allégations selon lesquelles il aurait utilisé l'argent de la drogue pour financer des campagnes politiques. Après son arrestation, les autorités honduriennes [ont saisi](#) des dizaines de propriétés, véhicules, entreprises et autres biens liés à sa famille.

L'affaire a culminé avec son extradition vers les États-Unis en 2022. **Un jury new-yorkais a reconnu Hernández coupable en mars 2024, et un juge fédéral [l'a condamné](#) à 45 ans de prison**, assortis d'une période de liberté surveillée, en juin de la même année. En toute logique, l'histoire aurait dû s'arrêter là. Un ancien chef d'État déchu, reconnu coupable devant les tribunaux de collusion avec des trafiquants de drogue, était condamné à passer le reste de ses jours en prison.

Cependant, Hernández n'a pas fondé son avenir sur les normes habituelles. Pendant des décennies, il avait investi dans une protection d'un autre genre, celle qui prime sur toute autre protection aux USA. **Cette protection arbore un drapeau bleu et blanc orné d'une étoile de David en son centre.**

Ses liens avec Israël ont débuté bien avant son entrée en fonction au niveau national. Jeune homme au début des années 1990, Hernández s'est rendu en Israël sous l'égide de [Mashav](#), l'Agence israélienne de coopération internationale au développement. La [Jewish Telegraphic Agency](#) a noté qu'il avait suivi un stage de perfectionnement auprès de Mashav en 1992, au début de sa carrière diplomatique.

Trente ans plus tard, lors de l'inauguration de l'ambassade du Honduras à Jérusalem, Hernández s'est adressé à l'auditoire et [a qualifié](#) sa première visite en Israël d'expérience «qui a changé sa vie». Il a déclaré que ce voyage avait [profondément influencé](#) sa vision de la sécurité, de l'agriculture et de l'innovation.

Une fois installé au palais présidentiel, Hernández a érigé ce lien personnel en doctrine d'État. En octobre 2015, arrivé à Jérusalem en tant que chef d'État, il a déclaré devant un auditoire réuni par le Conseil israélien des relations étrangères et le Congrès juif mondial : «*Tant que je serai président, le Honduras soutiendra Israël*». Le [Congrès juif mondial](#) a salué l'événement et a particulièrement souligné sa déclaration selon laquelle les liens entre les deux pays n'avaient jamais été aussi étroits.

Il ne s'agissait pas de vaines paroles. Hernández s'est attelé à repositionner le Honduras comme l'un des gouvernements pro-israéliens les plus fiables d'Amérique latine. Des diplomates honduriens et israéliens avaient initialement [signé](#) des relations diplomatiques officielles dans les années 1950, et le Honduras avait autorisé l'immigration juive pendant la Seconde Guerre mondiale. Sous son mandat, ces liens historiques sont devenus le fondement d'une nouvelle politique étrangère.

Il a modifié les votes du Honduras aux Nations unies afin que son pays s'abstienne ou s'oppose aux résolutions jugées hostiles aux intérêts israéliens. Lors du vote de l'Assemblée générale de 2017 condamnant la décision américaine de transférer son ambassade à Jérusalem, le Honduras figurait parmi les rares pays à avoir voté pour Washington et Israël contre l'écrasante majorité.

Hernández a également inauguré un bureau diplomatique et commercial à Jérusalem, reconnaissant ainsi la ville comme capitale d'Israël. Il a ensuite promis de transférer l'intégralité de l'ambassade du Honduras de Tel-Aviv à Jérusalem, [publiant](#) des déclarations conjointes avec des responsables israéliens et américains fixant des échéances publiques pour cette opération. En juin 2021, le transfert a été effectué. Lors de son inauguration, Hernández a proclamé être «*aujourd'hui dans la capitale éternelle d'Israël*» et s'est engagé à lutter «*contre l'antisémitisme, souvent présenté comme de l'antisionisme*», selon le quotidien [Israel Hayom](#).

Israël a récompensé cette loyauté par des gestes de solidarité. Le pays a accepté de rouvrir son ambassade

à Tegucigalpa et a fourni une coopération en matière de sécurité, une assistance technique et une aide d'urgence après les ouragans dévastateurs et au début de la pandémie de COVID-19.

De plus, Hernández a rapproché le Honduras des réseaux sionistes chrétiens. Le Musée des Amis de Sion à Jérusalem, une institution qui promeut le soutien des chrétiens à Israël et lutte contre l'antisémitisme et le BDS, lui a décerné son Prix des Amis de Sion en 2019 pour avoir reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël et pour son soutien diplomatique. Le [Musée des Amis de Sion](#) et le [Jerusalem Post](#) ont souligné qu'il figurait désormais au même rang que des personnalités comme Donald Trump et d'autres dirigeants reconnus pour leur politique pro-israélienne.

En matière de sécurité, Hernández a adopté des positions parfaitement alignées sur celles de Washington et de Tel-Aviv. Son gouvernement [a désigné](#) le Hezbollah comme organisation terroriste, une mesure saluée par les principales organisations juives américaines. Cette décision faisait écho à des mesures similaires prises par d'autres gouvernements de la région proches des États-Unis – comme [l'Argentine](#) sous Mauricio Macri – et confirmait que Tegucigalpa n'avait aucune intention de s'écarter du consensus judéo-américain sur la sécurité au Moyen-Orient.

Même lorsque l'étau s'est refermé sur lui, Hernández a considéré Israël comme son ultime refuge. Alors que son exposition juridique s'accroissait et que la perspective d'une extradition devenait plus probable, il se serait tourné vers des responsables israéliens pour leur demander de l'aide afin de retarder, voire d'empêcher, son transfert aux autorités américaines. Le [Times of Israel](#) a rapporté cette requête et a souligné la conviction d'Hernández que ses années de soutien indéfectible lui avaient valu un capital politique à Jérusalem.

Ce calcul paraissait naïf lorsqu'il est arrivé à New York enchaîné. Il semble bien plus rationnel maintenant que Donald Trump lui a accordé sa grâce.

Trump lui-même [a cultivé](#) l'image d'un président américain peut-être le plus pro-israélien de l'histoire. Il a reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël, y a transféré l'ambassade américaine, a soutenu l'annexion du Golan et s'est entouré de conseillers et de donateurs pour qui le soutien à Israël était un critère essentiel de loyauté. Le musée des Amis de Sion lui a décerné le même prix qu'il a remis plus tard à Hernández, présentant les deux hommes comme des partenaires dans une mission historique commune.

Ainsi, lorsque Trump annonça fin 2025 qu'il gracierait Hernández, il était naturel que les médias traditionnels mettent l'accent sur la controverse juridique et l'ampleur du trafic de drogue. Mais un autre fil conducteur relie la salle de classe de Mashav au début des années 1990 à l'inauguration de l'ambassade à Jérusalem, jusqu'à l'ouverture des portes d'Hazelton. Ce fil conducteur, c'est la politique du sionisme dans les Amériques et la règle tacite qui régit le progrès et la protection dans ce monde.

Hernández a consacré sa vie d'adulte à prouver son soutien indéfectible à Israël. Il l'a fait à l'ONU, lors d'invitations à des cérémonies d'allumage de torches, lors de transferts d'ambassades, dans sa lutte contre le BDS et en désignant le Hezbollah comme organisation terroriste. Il l'a fait dans des discours où il promettait que *«tant que je serai président, le Honduras soutiendra Israël»* et lorsqu'il a qualifié Jérusalem de *«capitale éternelle d'Israël»*.

Trump a pris connaissance de ce parcours et a reconnu en lui un compatriote pro-israélien. Il a compris qu'il ne s'agissait pas simplement d'un politicien corrompu d'Amérique centrale, mais d'un membre loyal du camp pro-israélien international, auteur de victoires significatives dans une région où Israël s'efforce depuis longtemps de se constituer des alliés fiables. Dans un univers politique où la servilité envers la communauté juive mondiale pèse plus lourd que n'importe quel sermon anticorruption, Hernández n'avait pas seulement un avocat. **Il avait un protecteur.**

La grâce accordée à Juan Orlando Hernández dépasse donc le simple cas isolé de clémence présidentielle. Elle révèle la véritable hiérarchie des valeurs qui caractérise la politique étrangère américaine sous l'ère Trump. Inonder les rues américaines de cocaïne ne vous discréditera pas nécessairement si vous avez passé des années à transférer des ambassades à Jérusalem, à voter dans le bon sens aux Nations unies et à

présenter votre petit pays d'Amérique centrale comme un prolongement du réseau diplomatique israélien.

Dans ce monde, un homme qui a contribué à faire de son propre pays un terrain de jeu pour les narcotrafiquants peut encore échapper à une peine de 45 ans, pourvu que son passé de fervent défenseur du sionisme soit irréprochable et que son amitié avec le président le plus pro-sioniste de l'histoire moderne des États-Unis demeure intacte. Pour Juan Orlando Hernández, cette amitié n'a pas seulement permis d'acquérir de l'influence. Elle lui a permis de gagner sa liberté.

source : [José Niño Unfiltered](#) via [La Cause du Peuple](#)

1. Un kilo de cocaïne coûte 1000 dollars américains en Colombie. Une fois arrivé au Honduras, son prix peut atteindre 6000 dollars le kilo. Les paquets de drogue sont ensuite expédiés par avion, bateau ou véhicule vers les États-Unis, où le prix du kilo varie entre 15 000 et 20 000 dollars américains, selon un rapport récent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Au Honduras, 400 tonnes valent donc  $400\,000 \times 6000 = 2400$  millions \$.

Si Hernández, l'ami de Trump et des juifs, ne récupère que 10% comme droit de passage sur cette drogue, cela lui rapporte 240 millions \$. Combien en a-t-il rétrocédé à Trump pour acheter sa grâce ? La moitié ?

Personne n'ose encore l'indiquer. Mais le jour où Trump tombera, il devra en rendre compte, à moins qu'il s'enfuit en Israël, asile des malfrats.